

## Revenu de Solidarité Active (RSA) : « L'Essonne aurait dû se porter volontaire ! »

23-07-2007

Le 11 juillet dernier, le haut commissaire aux Solidarités actives, M. Martin Hirsh annonçait l'expérimentation du Revenu de Solidarité Active dans 25 départements. Une liste où l'absence de l'Essonne soulève de nombreuses interrogations.

« Il est extrêmement étonnant voire choquant qu'un dispositif aussi important pour encourager le retour à l'emploi et présenté par un homme de gauche, reconnu pour son engagement, ne soit pas immédiatement repris par un Département de la même sensibilité politique et qui compte près de 15000 Rmistes. Le conseil général de l'Essonne et sa majorité socialiste ont l'air fin avec leur slogan sur leurs affiches et documents de promotion de se dire solidaires. Ils avaient là une bonne occasion de vraiment le démontrer ! » indique Franck Marlin.

Soulignant les objectifs majeurs poursuivis par cette nouvelle mesure qui vise à réduire la pauvreté et à mettre fin à un système injuste, décourageant et paradoxal qui institue le fait qu'une personne a davantage intérêt à rester inactive qu'à reprendre une activité, Franck Marlin insiste sur les vertus de ce RSA.

« Aider au développement économique et permettre le retour à l'emploi, la priorité absolue d'Etampes »

« Etampes comptabilise 478 Rmistes. L'enjeu consiste à aider par tous les moyens les personnes à sortir de l'impasse sociale et professionnelle dans laquelle elles se trouvent. C'est ce que nous faisons à l'échelle de la commune. Et pour cela, il convient d'explorer toutes les pistes.

« C'est pourquoi, je ne comprends pas que l'Essonne ne se soit pas mobilisée et n'ait pas fait acte de candidature. Il ne faut pas être sectaire ou idéologiquement psycho-rigide. D'autres départements de gauche se sont engagés dans ce combat. Je regrette le silence de l'Essonne. Je le déplore pour tous les Etampois qui auraient pu bénéficier de cette avancée et pour les 15 000 Rmistes essonnais qui connaissent des difficultés d'insertion. »

« Il faut que la gauche départementale sorte

de cette logique d'affrontement politique stérile »

Rappelant que le conseil général de l'Essonne a, depuis plusieurs années et dans de nombreux secteurs, opéré des coupes franches dans son aide ou ses dispositifs ( baisse des subventions aux communes, bus pour l'emploi arrêté...), le maire d'Etampes insiste sur le besoin d'une union sacrée pour gagner la bataille de l'emploi. Entre les partis politiques. Entre les institutions. Entre les communes et les collectivités.

« Etre Rmiste ad vitam eternam ne peut être une solution. Ni pour la personne et sa famille. Ni pour la collectivité. Aider à la reprise d'une activité doit donc devenir prioritaire et gouverner l'action publique. Et cette démarche doit se coupler avec la création d'emplois en favorisant l'implantation d'entreprises. L'un ne va pas sans l'autre. C'est la raison pour laquelle je dénonce aussi les manœuvres qui sont faites contre le projet Leclerc et ses 400 emplois.

« Il ne faut pas se tromper de combat ! Beaucoup d'énergie est déployée aujourd'hui pour empêcher et décourager les initiatives. Alors qu'il faudrait les stimuler, les développer, les accompagner.

Ce qui importe aujourd'hui c'est de permettre aux personnes sans activité d'en retrouver une, avec un salaire décent. Pas de les maintenir dans une situation provisoire, avec des minima sociaux sans perspective d'avenir. Il faut donc créer les conditions de l'emploi. C'est un objectif qui se doit d'être partagé au-delà des appartenances politiques et par tous ceux qui ont le sens des responsabilités » affirme Franck Marlin.

